

— COMMUNIQUÉ DE PRESSE —

L'économie du secteur des télécoms en France : des infrastructures et des services au meilleur niveau pour les particuliers et les entreprises, une nouvelle donne à construire pour relever les défis du secteur

Étude EY Parthenon

Édition 2024 - 14ème étude pour la Fédération Française des Télécoms

Paris, le 11 décembre 2024

La Fédération Française des Télécoms dévoile l'édition 2024 de l'étude sur l'économie du secteur des télécoms en France, réalisée par le cabinet EY Parthenon. Cette étude met en lumière l'importance stratégique des télécommunications dans le paysage économique et numérique français, tout en soulignant les défis que le secteur doit relever pour maintenir sa compétitivité, soutenir l'innovation et réduire son impact environnemental.

Les opérateurs télécoms français se démarquent par leur capacité à conjuguer prix compétitifs, investissements massifs et engagement pour un numérique responsable, dans le contexte d'une accélération de la transition numérique et de pressions fiscales et réglementaires croissantes.

Des investissements records pour soutenir une connectivité d'excellence en Europe

Depuis 2019, les opérateurs télécoms français ont maintenu une croissance annuelle moyenne de 16 % du nombre de locaux éligibles au très haut débit, portant ce total à plus de 39 millions de locaux en 2024. Avec une couverture de 89 % des locaux en juin 2024, la France est leader en Europe en matière d'accès à la fibre optique.

Cet effort exceptionnel est soutenu par des investissements cumulés de 113 milliards d'euros sur la dernière décennie, dont 14 milliards en 2023. Ce niveau d'engagement dépasse très largement celui des autres secteurs d'infrastructure français, notamment les réseaux électriques, ferrés ou autoroutiers.

Malgré ces performances, la fiscalité spécifique pesant sur les opérateurs continue de croître (+5 % par an), atteignant 1,6 milliard d'euros en 2023. Les opérateurs télécoms sont soumis à un niveau d'imposition deux fois plus élevé, alors qu'ils investissent plus de deux fois plus que la moyenne des entreprises cotées au CAC 40.

Des prix très compétitifs au bénéfice du pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises

Les services de télécommunications en France restent parmi les plus abordables d'Europe. Les prix cumulés des abonnements fixes et mobiles sont les plus bas d'Europe, en moyenne deux fois inférieurs à ceux du Royaume-Uni et de l'Allemagne. En termes de données mobiles, le coût par gigaoctet en France est jusqu'à quatre fois inférieur à la moyenne européenne. Les services télécoms, dont l'indice des prix a encore baissé de 5 points entre 2023 et 2024, contribuent ainsi à redonner du pouvoir d'achat aux ménages.

Sur le segment entreprise, la consommation de données mobiles par carte SIM a augmenté de 22 % en 2023, tandis que le prix moyen par forfait a baissé de 7 %, renforçant la compétitivité des entreprises françaises sur le plan numérique.

Une transition vers un numérique responsable portée par les opérateurs télécoms

Face à la prévision d'une multiplication par six du trafic numérique entre 2020 et 2030, les opérateurs français intensifient leurs efforts pour réduire leur empreinte carbone.

- **Réseaux fixes** : La consommation énergétique diminue de 11 % par an grâce à l'adoption croissante de la fibre optique, trois fois plus efficace que le cuivre.
- **Réseaux mobiles** : L'efficacité énergétique des nouvelles technologies permet de compenser en partie l'impact environnemental de la hausse des usages.
- **Engagements** : Tous les opérateurs français sont engagés dans un processus de validation suivant les meilleurs standards scientifiques (SBTi), et les acteurs français du numérique affichent la meilleure note EcoVadis en Europe.

En parallèle, la France applique des normes environnementales parmi les plus strictes du continent, renforçant les directives européennes pour protéger l'environnement tout en exigeant des rapports transparents de la part des opérateurs.

Cybersécurité : un marché en pleine expansion face à des menaces croissantes

Le marché de la cybersécurité en France devrait atteindre 4 milliards d'euros d'ici 2028, avec une croissance annuelle de 50 %.

- Depuis 2018, les demandes d'assistance en cas de cyberattaques augmentent de 60 % par an.

- Les entreprises sont principalement ciblées par le piratage de comptes, le phishing et les rançongiciels, qui représentent plus de 60 % des attaques.

Les opérateurs télécoms renforcent continuellement leurs solutions de sécurité, mais doivent composer avec une pénurie de talents critique : près de 60 000 postes sont vacants en cybersécurité en France en 2023.

L'intelligence artificielle : un levier stratégique pour les télécoms et l'économie française

Le marché de l'intelligence artificielle en France progresse de 20 % par an, avec une projection de 50 milliards d'euros d'ici 2030.

- Les opérateurs télécoms fournissent les infrastructures essentielles pour concrétiser les bénéfices de l'intelligence artificielle.
- L'intelligence artificielle optimise déjà les activités des opérateurs télécoms : elle permet d'optimiser les réseaux, d'améliorer l'expérience client, d'anticiper les besoins en maintenance, et de renforcer la cybersécurité.

Ces initiatives, bien que prometteuses, nécessitent des investissements accrus et une coordination renforcée entre les acteurs publics et privés pour en tirer les pleins bénéfices.

Un déséquilibre persistant dans l'écosystème numérique européen

L'étude met en évidence un déséquilibre croissant entre les opérateurs télécoms et les autres acteurs numériques. En 2023, les opérateurs génèrent 34 % des revenus du secteur numérique, tout en assumant 53 % des investissements et 56 % des contributions fiscales, dues notamment au poids toujours accru de la fiscalité spécifique des télécoms, atteignant un montant record de près de 1,6 Mds d'euros en 2023.

Dans ce contexte, une nouvelle donne est nécessaire pour le secteur des télécoms, afin de retrouver les conditions d'un investissement soutenable dans les infrastructures numériques, nécessaires à la compétitivité de l'ensemble de l'économie. Ces débats ont été ouverts au niveau européen par le livre blanc de la Commission européenne sur la connectivité, le rapport Letta sur l'avenir du marché unique et le rapport Draghi sur la compétitivité européenne. La Fédération Française des Télécoms continuera à être force de proposition pour faire émerger un environnement favorable aux investissements, par une mise en cohérence globale des législations et une simplification de la

réglementation, dans un cadre valorisant l'équité au sein de la chaîne de valeur et les pratiques numériques durables, résilientes et sûres.

Contact presse Fédération Française des Télécoms :

Amina Maaloum, Responsable de la Communication - amaaloum@fftelecoms.org, 06 68 64 27 10